

Revue du MAUSS

Revue trimestrielle

SOMMAIRE/N° 4 /NOUVELLE SÉRIE/DEUXIEME TRIMESTRE 1989

Présentation : L'impossible objectivité ? Vérité et normativité dans les sciences sociales.....	3
Alvin W. GOULDNER <i>Pour une sociologie réflexive</i>	11
Michel FREITAG <i>Les sciences sociales contemporaines et le problème de la normativité</i>	26
Michel FREITAG <i>La quadrature du cercle. Quelques remarques polémiques sur le problème de la « description de l'activité significative »</i>	38
Louis QUÉRÉ <i>L'impératif de description : remarques sur la position de M. Freitag</i>	64
Philippe CIBOIS <i>Pour une science sociale synchronique</i>	70
Pierre LANTZ <i>La peur du symbolisme</i>	85
Mary DOUGLAS <i>Il n'y a pas de don gratuit Introduction à l'Essai sur le don de Marcel Mauss</i>	99
Alain CAILLÉ <i>Notes sur le problème soulevé par l'excision</i>	116
Martine LEFEUVRE <i>Le procès de Dalla F.</i>	124
Ahmet INSEL <i>Contre la circoncision... et sa criminalisation</i>	128
Olivier MONGIN <i>L'excision en procès</i>	137
Thierry PAQUOT <i>Contre l'excision</i>	144
Alain CAILLÉ <i>Brève réponse à Olivier Mongin</i>	149
Livres reçus.....	152
La liste des signataires de l'Appel contre la criminalisation de l'excision.....	155

Revue publiée avec le concours du Centre national des lettres

Revue du MAUSS

Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales

CONSEIL DE PUBLICATION : Cengiz Aktar, Rigas Arvanitis, Louis Baslé, Gerald Berthoud, Pierre Bitoun, Jean-Luc Boilleau, Hubert Brochier, Alain Caillé, Annie L. Cot, Jean-Pierre Dupuy, Michel Freitag, Roger Frydman, Jacques T. Godbout, Ahmet Insel, Jérôme Lallement, Pierre Lantz, Serge Latouche, Claude Lefort, Jean-Claude Perrot, Paulette Taieb.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alain Caillé.

Secrétariat de rédaction : Gerald Berthoud, Pierre Bitoun, Ahmet Insel, Serge Latouche.

Les manuscrits sont à adresser à : Revue du MAUSS, La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

La Revue du MAUSS est publiée par une association 1901. En devenant membre de l'association, vous serez tenu au courant de ses activités. Adhésion : 40 F par an (chèque à l'ordre du MAUSS, 10, rue Pouchet, 75017 Paris).

PRÉSENTATION

L'IMPOSSIBLE OBJECTIVITÉ ? VÉRITÉ ET NORMATIVITÉ DANS LES SCIENCES SOCIALES

Plus personne n'ignore que la relation d'incertitude de Heisenberg oblige à en rabattre sur l'idéal d'objectivité absolue qui inspirait les physiciens du XIX^e siècle. L'idéal est celui de la mesure parfaite et exhaustive. Or, révèle la théorie des quanta, à une certaine échelle, le fait même de mesurer altère ce qui est mesuré, si bien qu'il n'est plus possible de caractériser l'objectivité en faisant abstraction des opérations pratiques par lesquelles le sujet connaissant influe sur l'objet qu'il entend connaître. Il pourrait sembler tentant de s'engouffrer dans la brèche ainsi ouverte pour essayer d'expliquer le retard des sciences sociales sur les sciences de la nature et l'impuissance manifeste des premières à produire des propositions qui ne fassent même qu'approcher le degré de précision et de certitude des secondes. Tentant de faire valoir, notamment, que dans les « sciences de l'esprit » l'indétermination et l'incertitude ne peuvent être que considérables puisque l'impact du sujet sur l'objet de connaissance ne tient pas seulement aux contraintes de la mesure mais, bien plus profondément, à leur consubstantialité. L'objet est, pour partie, sujet, ou ensemble d'interrelations entre des sujets. Et, symétriquement, le sujet connaissant est, pour partie également, à lui-même son propre objet.

A y réfléchir, cependant, de telles extrapolations et généralisations de la relation d'incertitude se révèlent abusives et n'éclaircissent que de manière très limitée les difficultés propres aux sciences humaines et sociales. Il est vrai que l'incertitude quantique rend l'idéal objectiviste asymptotique et stochastique, mais il ne le ruine nullement en tant que tel. Par son observation, l'observateur interfère avec le mouvement des particules, soit. Mais, de cette observation, il n'attend *a priori* nulle leçon particulière sur ce que devrait être sa propre vie et il ne lui viendrait pas à l'esprit de prescrire aux particules ou aux électrons la trajectoire qu'il estime qu'ils devraient respecter. Pour être moins radicale-

ment externe à son objet qu'on ne le pensait au XVIII^e siècle, le sujet de la connaissance physique n'en reste pas moins avec lui dans une relation exclusivement cognitive et celle-ci n'a pas à se soucier d'autres contraintes que celles qui naissent de sa propre logique. Assurément, il est possible de soutenir, avec K. O. Apel ou H. Putman, par exemple, que l'idéal d'objectivité, celui de la scission sans équivoque entre les faits et les valeurs, n'est pas lui-même objectif et qu'il procède d'un choix éthique préalable. Ou de montrer, avec C. Castoriadis ou G. Holton par exemple, que l'ordre de la connaissance scientifique n'est pas susceptible de se clore sur lui-même et que, tout à la fois, il s'étaye sur un imaginaire en lui-même extra-scientifique et le réengendre à mesure même qu'il s'efforce de le résorber. Tout ceci n'empêche nullement que ce soit à bon droit que le savant prétende à l'objectivité puisque la connaissance qu'il produit ne présuppose aucun énoncé normatif explicite et déterminé, et, en tant que telle, n'en légitime aucun.

A l'inverse, il est permis de se demander si bien plus que dans leur difficulté à mesurer ou expérimenter, ou encore dans le caractère toujours singulier de l'événement historique, ce n'est pas dans une impossibilité principielle à disjoindre radicalement jugements de fait et jugements de valeur, visée cognitive et visée normative, que s'enracine le destin singulier des sciences de l'esprit, qui doit leur interdire à jamais de s'identifier pleinement et exclusivement aux sciences exactes. Non pas qu'il leur soit impossible d'établir des faits, ni que la connaissance de ceux-ci soit indifférente ou non pertinente. Que Christophe Colomb, par exemple, ait posé le pied sur le continent américain en 1492 est suffisamment avéré, et il est clair que si la découverte de l'Amérique avait été plus précoce ou plus tardive, la face du monde en eût été changée. C'est là une évidence triviale qu'on ne se permet de mentionner que pour rappeler à quel point la vulgate antipositiviste et anti-empiriste peut se montrer aussi lassante et stérile que la vulgate opposée. Reste qu'un ensemble de faits disparates et non organisés ne suffit guère à former un savoir ; et, *a fortiori*, une science. Les sciences dites exactes se sont constituées et ont assuré leur succès en décidant de ne s'intéresser, chacune dans sa sphère propre, qu'à un très petit nombre de faits interconnectés. Et d'ailleurs, pour plus de sûreté, elles se sont très rapidement mises à produire leurs propres faits. Tout le problème épistémologique réside dans la question des critères qui permettent de considérer certains faits comme pertinents et

dignes de considération et, sur la base de ce choix premier, de produire de nouveaux faits. Or, dans le domaine des sciences humaines, il est extrêmement douteux que les critères qui président tant à la sélection des faits qu'aux modalités de leur explication puissent être absolument immunisés contre les jugements de valeur et les évaluations normatives. Tout d'abord, comme l'avait bien montré Weber, parce que l'action des hommes n'est pas régie par des causes mécaniques mais par le rapport qu'elle entretient à des normes et à des valeurs, parce que le chercheur lui-même ne sait découper son objet d'investigation sur le fond du continuum historique qu'en fonction de ses propres valeurs. Mais aussi, ce qui est moins fréquemment noté, parce que la connaissance et les explications élaborées ne sont susceptibles de nous intéresser que si elles nous permettent de répondre non seulement à la question de ce qui est mais aussi à celle de ce qui devrait être. Que nous importerait une explication parfaite et totale de l'histoire qui ne fasse pas sens pour nous et dont nous ne puissions tirer aucune leçon ? Sans compter que la réponse à la question de ce qui est ou devrait être implique que soit posée celle de ce qui aurait pu ou pourrait être.

Tel est, cavalièrement campé, l'essentiel du problème autour duquel s'organise ce numéro de *La Revue du MAUSS*. Infiniment complexe puisque la mise en lumière de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les sciences sociales¹ de faire abstraction de leur essence normative ne suffit nullement, à elle seule, à déterminer dans chaque cas de figure concret comment s'articulent connaissance et normativité. Que celles-ci soient étroitement mêlées, c'est ce qui ressort clairement, par exemple, du fait que ce qui nous semble être le « paradigme » dominant des sciences sociales, le paradigme utilitariste, est indissociablement explicatif et prescriptif. C'est d'un même mouvement qu'il postule que les hommes sont mûs par le calcul rationnel de leurs intérêts et qu'il est souhaitable et nécessaire qu'ils le soient. Reste que, pas plus qu'on ne saurait réduire la norme aux faits, il n'est possible de dissoudre les faits dans les valeurs. Peut-être que le salut, épistémologique et normatif à la fois, réside dans une voie guère explorée jusqu'à présent : celle qui conduirait — au lieu de s'évertuer à purger les sciences de l'esprit de leur charge normative dans le vain espoir de les calquer sur le modèle des sciences

1. On aura compris que nous parlons, ici, indifféremment de sciences humaines, de sciences sociales ou, à la manière de Dilthey, de sciences de l'esprit.

de la nature — à regarder cette normativité en face et à l'assumer comme telle. Ne serait-ce qu'en commençant par rendre explicites les jugements de valeur implicites et par les discuter pour eux-mêmes plutôt que de les dissimuler en recourant aux infinis subterfuges que le jargon méthodologique procure à qui entend faire semblant de pratiquer scientifiquement les sciences sociales.

Le numéro s'ouvre, un peu bizarrement sans doute, sur une conclusion, celle qu'écrivait *Alvin Gouldner* à la fin de *The Coming Crisis of Western Sociology*², véritable bible antimilitariste écrite, dans un extraordinaire effort autoréflexif, par un auteur qui occupait jusqu'alors une place importante au sein de l'*establishment* sociologique. Parce qu'il ne pouvait plaire ni aux fonctionnalistes ni aux empiristes, ni aux libéraux ni aux marxistes, stalinoïdes ou gauchistes, l'ouvrage est resté sans postérité véritable. Et il est massivement, et presque systématiquement, méconnu en France. Nous comptons réparer cet oubli en traduisant de larges extraits dans les prochains numéros du *MAUSS*. A l'encontre de l'imaginaire technocratique déjà bien solidement implanté dans les années soixante-dix³, Gouldner plaidait pour le développement de ce qu'il appelle une « sociologie réflexive », c'est-à-dire, en bref, une sociologie qui ne se borne pas à apprendre au sociologue des choses dont il n'a personnellement rien à faire mais qui, au contraire, se révèlent pleines d'implications pour son existence personnelle. Une sociologie qui transforme le sociologue en lui permettant de voir dans tous les êtres humains des « frères en sociologie ». Bref, une sociologie morale, qui ne s'enfuit pas au galop aussitôt qu'elle se trouve confrontée à la menace que représente pour elle le rapport à la question éthique.

Une telle attitude présuppose que priorité soit donnée au contenu normatif de la sociologie sur son contenu strictement cognitif et que, en conséquence, soit au minimum relativisé l'idéal traditionnel de la connaissance objective. Dans le n° 22 du *Bulletin du MAUSS*, *Michel Freitag* avait déjà montré comment, depuis leur origine, les sciences sociales ont tenu pour la modernité le rôle normatif et légitimant que tenait la religion pour les

2. Alvin W. GOULDNER, *The Coming Crisis of Western Sociology*, Heinemann, Londres, 1970. La traduction, de Lotfallah Soliman, porte sur les pages 488-500 de la réédition en papèrback de 1972.

3. Et critiqué également par G. WRIGHT MILLS dans *Imagination sociologique*, Maspero, Paris, 1967.

sociétés traditionnelles. Nous reproduisons ici l'introduction et la conclusion d'un autre de ses articles, consacré au même thème⁴ et qui plaide en faveur d'une science sociale normative critique. Cette conception du rôle des sciences sociales devait nécessairement mener Michel Freitag à afficher de sérieuses réticences à l'égard d'un courant de pensée, indissociablement théorique et méthodologique, l'ethnométhodologie, très populaire (dans les milieux savants, bien sûr !) en France depuis quelques années — probablement parce qu'il représente la tentative la plus sophistiquée de préserver un idéal de connaissance objective en sociologie ou en ethnologie, en se tenant à égale distance des positivismes réifiants ou des théoricismes abusifs et prophétiques. Positivismes et théoricismes qui partagent, entre autres défauts communs, celui de méconnaître le fait que les sujets sociaux sont autant de sociologues à l'état pratique⁵ et de prétendre savoir à leur place ce qu'ils sont les seuls à savoir effectivement. Inspirée notamment par la phénoménologie, l'entreprise ethnométhodologique est *a priori* sympathique. Dans le second texte de Michel Freitag présenté ici, et qui est à nos yeux la meilleure critique de l'ethnométhodologie disponible en français, celui-ci ne lui reproche pourtant pas moins que de viser l'impossible. Car, écrit-il, « la prétention de décrire la signification *objectivement*, en pure extériorité, suppose le refus de son interprétation compréhensive ». Et de conclure que « le sociologue ne peut rien comprendre s'il n'est lui-même un membre engagé dans la société, un protagoniste du dialogue dans la cité⁶ ».

A Michel Freitag, *Louis Quéré*, qui est sans doute la personne qui a le plus contribué à l'introduction de l'ethnométhodologie en France, reproche de ne s'en prendre qu'aux variantes les plus faibles et de ne pas voir que l'ethnométhodologie s'inspire en fait des mêmes préoccupations épistémologiques, voire éthiques, que lui. Par ailleurs, Freitag adosse son point de vue

4. Michel FREITAG, « Les sciences sociales contemporaines et le problème de la normativité », in *Sociologie et Société*, vol. XIX, n° 2, octobre 1987 — que nous remercions.

5. Même idée, donc, que chez Gouldner, qui semble l'avoir empruntée à Harold Garfinkel, le fondateur de l'ethnométhodologie, qu'il critique pourtant verbalement in *Coming crisis...*, *op. cit.*, p. 390-395.

6. Ce second texte de M. FREITAG est paru primitivement dans *Décrire : un impératif; description, explication, interprétation en sciences sociales*, 2 tomes (W. ACKERMAN, B. CONEIN, L. QUERE et D. VIDAL, éd.), EHESS, Paris, 1985. Cet ouvrage reprend les actes d'un colloque qui consacrait le lancement de l'ethnométhodologie en France. Aux lecteurs qui en ignorent tout, conseillons *L'Ethnométhodologie* d'Alain COULON, coll. « Que sais-je ? », PUF, Paris.

épistémologique à un concept de totalité sociale, posée comme totalité *a priori*, qui, estime L. Quéré, fait problème puisqu'il semble présupposer une extériorité du tout aux parties que, précisément, l'ethnométhodologie s'efforce de dissiper. On se gardera de prétendre arbitrer un débat qui ne fait peut-être que commencer et qui pourrait se révéler extrêmement fécond. Remarquons simplement qu'il gagnerait en acuité s'il existait des descriptions ethnométhodologiques qui suscitent l'enthousiasme, fût-il exclusivement et ascétiquement épistémologique. Dans l'état actuel de ses maigres connaissances en la matière, l'auteur de ces lignes a tendance à préférer un bon roman...

Au problème de l'articulation du pôle descriptif et factuel au pôle normatif, *Philippe Cibois* nous propose une autre solution. D'autant plus intéressante qu'elle vient de quelqu'un qui ne peut être soupçonné d'hostilité délibérée envers l'empirisme puisque Ph. Cibois est peut-être le pédagogue français par excellence de l'analyse factorielle des correspondances, qui règne en maître désormais sur toutes les études réalisées en sociologie empirique quantitative⁷. Aussi bien fait-il la part de l'empirique en prônant une « science sociale synchronique » qui rassemblerait et analyserait l'ensemble des données relatives à une période donnée en montrant comment elles forment un système d'oppositions pertinentes. Ici commencerait et s'arrêterait la science proprement dite. Au-delà du synchronique et du systématique, que l'analyse factorielle rend visibles, commence le domaine du normatif au sein duquel nous ne pouvons pas ne pas désirer pénétrer, mais où nos outils scientifiques se révèlent inopérants. Sans doute Ph. Cibois surestime-t-il la puissance et l'objectivité de l'analyse factorielle qui, contrairement à certaines apparences, ne saurait se passer de théories puisqu'elle ne nous parle que lorsque nous parvenons à mettre des noms sur les petits nuages ou les grosses « patates » qu'elle fait apparaître. Il n'est que trop évident qu'avec des données comparables et un même outil statistique, Bernard Cathelat ne produira pas la même description de la société française que Pierre Bourdieu. Peut-être encore, Ph. Cibois sous-estime-t-il les problèmes inhérents à la construction d'un savoir capable d'affronter la question normative sans être pour autant purement et simplement arbitraire. Il n'en demeure pas moins que la solution qu'il suggère a le mérite

7. De Philippe CIBOIS, on peut lire : *L'Analyse factorielle*, « Que sais-je ? », PUF, Paris, et *L'Analyse des données en sociologie*, PUF, Paris.

de rendre manifeste l'irréductibilité du cognitif et du normatif et la résistance qu'elle oppose au désir qu'éprouve le sociologue d'embrasser les deux en même temps. Cette irréductibilité tient peut-être essentiellement au fait que tout n'est pas nécessairement et par nature réductible au connaissable. Place doit donc être laissée, argumente *Pierre Lantz*, à ce qui excède toutes les mises en ordre et tous les codages envisageables, à ce symbolisme que la sociologie, comme la linguistique ou la théorie des jeux, s'évertue à dénier et à résorber parce qu'il fait peur.

Même si le rapport peut sembler un peu forcé, c'est encore, quoique par un tout autre biais, la question du statut des valeurs et des normes qui est posée par l'article anthropologique qui vient ensuite. Nous sommes heureux que *Mary Douglas*, dont on a pu lire en français l'important *De la souillure* (Maspero), nous ait adressé le texte de sa préface à une réédition en anglais de *l'Essai sur le don* de Marcel Mauss. Et d'autant plus qu'elle y estime que le projet de Mauss est particulièrement bien compris par *La Revue du MAUSS*... Il n'existe pas de don gratuit, montre-t-elle contre tout anti-utilitarisme bêtifiant possible, car le don appelle le contre-don avec lequel il forme système. Et c'est bien là, en effet, que réside la véritable et fondamentale découverte de Marcel Mauss, celle qu'en deçà ou antérieurement à l'ordre de l'économie et du marché comme à celui du politique et de l'État il existe un troisième ordre, rarement perçu comme tel parce qu'il est masqué par la trop grande évidence des deux autres. Troisième ordre qui est en fait le premier, puisque c'est en lui que consiste le rapport proprement social. Pas de don gratuit ? Peut-être conviendrait-il de nuancer ou de détailler l'affirmation de *Mary Douglas*⁸. Retenons simplement ici qu'elle permet d'amorcer un distinguo nécessaire entre des valeurs dépourvues de tout répondant sociologique concret et des valeurs qui correspondent à une normativité inscrite au coeur de la pratique⁹.

Que les sciences sociales ne puissent pas ne pas être normatives, c'est ce dont témoigne de façon exemplaire le débat, parfois âpre, qu'a suscité la publication dans le précédent numéro de *La Revue du MAUSS* d'un « appel contre la criminali-

8. Rappelons, par exemple, le remarquable *Don du rien* de Jean DUVIGNAUD (Stock) qui montre, à l'oeuvre au sein du don, un désir de non-retour, une visée d'a-structuralité.

9. Nous remercions Georges Lemattre d'avoir bien voulu se charger de la traduction du texte de *Mary Douglas*.

sation de l'excision ». Que la question normative soit indissociable de la question cognitive, et réciproquement, c'est ce qu'atteste le fait qu'une bonne partie de la discussion porte, au fond, sur le point de savoir si les sociétés exciseuses excisent pour produire, par des cheminements à nos yeux étranges, une certaine valeur des personnes — des femmes en l'occurrence — ou bien si elles excisent pour leur dénier toute valeur. *Olivier Mongin*, qui a critiqué dans *Esprit* l'article de Martine Lefèvre, paru dans le n° 1 du *MAUSS* et qui est à l'origine de ce débat sous sa forme actuelle, expose ici ses arguments. *Alain Caillé* explique les raisons qui ont poussé le *MAUSS* à publier cet appel qui ne lui a pas valu que des amis et que des compliments. *Ahmet Insel* montre comment certains arguments invoqués à l'encontre de l'excision valent également contre la circoncision et comment il est possible de critiquer l'une et l'autre sans pour autant exiger de les faire passer en cour d'assises. *Thierry Paquot*, pour sa part, rappelle certaines données empiriques indispensables et, tout en affichant une sensibilité proche de celle d'O. Mongin, appelle à une décriminalisation de l'excision. Par quoi il rejoint la position exprimée par l'appel du *MAUSS*. Et comme quoi, par delà les procès d'intention, il y a peut-être place pour un consensus. Le débat reste ouvert. Aussi bien ne suffit-il pas de reconnaître la dimension intrinsèquement normative des sciences humaines et sociales. Encore faut-il admettre, sans pour autant prétendre justifier ou légitimer n'importe quoi, que les problèmes éthiques sont rarement susceptibles de recevoir une solution simple et univoque. Et que le plus sûr moyen d'être immoral est de refuser de se plier aux exigences de la connaissance. A commencer par celle de ceux qui nous semblent les plus étrangers.

Alain Caillé